

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/110

G/SCM/W/119

20 octobre 1995

(95-3182)

Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LE GOUVERNEMENT COREEN<sup>1</sup> AU SUJET DE LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AUSTRALIENNES<sup>2</sup>

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 octobre 1995.

### Question 1: Valeur normale

L'article 269 TAC 1) de la Loi douanière dispose ce qui suit:

"(...) on entend par valeur normale de marchandises exportées en Australie, le prix de marchandises similaires vendues ... par l'exportateur - ou, si l'exportateur ne vend pas de marchandises similaires, par d'autres vendeurs de marchandises similaires."

L'article 2.2 pertinent de l'Accord de l'OMC dispose que "lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales ..., la marge de dumping sera déterminée par comparaison avec ... un pays tiers approprié, ... ou avec le coût de production ..."

Lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales, le prix de marchandises similaires d'autres vendeurs ne peut faire office de valeur normale, car cela n'est pas conforme à la disposition pertinente de l'Accord de l'OMC, qui prévoit l'utilisation du prix d'un pays tiers approprié ou de la valeur construite.

Quelle est l'opinion de l'Australie à ce sujet?

### Réponse 1

L'article 269TAC 1) permet de comparer les ventes à l'exportation d'un exportateur avec les ventes effectuées sur le marché intérieur du pays de l'exportateur par une société différente.

---

<sup>1</sup>G/ADP/W/18-G/SCM/W/25.

<sup>2</sup>G/ADP/N/1/AUS/1-G/SCM/N/1/AUS/1.

L'article 2.1 de l'Accord antidumping dispose que la valeur normale est le "... prix comparable ... pour le produit similaire ... dans le pays exportateur". Il n'exige pas que les marchandises soient produites ou vendues par la société qui exporte.

Les ventes de produits similaires réalisées par d'autres vendeurs dans le pays exportateur seraient utilisées dans les cas où il n'y a pas de ventes faites par l'exportateur ou si on estime que l'on ne peut se fonder sur ces ventes. Il peut par exemple exister un lien qui influe sur le prix pratiqué par l'exportateur sur le marché intérieur.

Aux termes de l'article 2.2, "lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur" ou lorsque les ventes intérieures ne permettent pas une comparaison valable, la valeur normale est déterminée par comparaison avec un prix de vente comparable lorsque le produit est exporté vers un pays tiers ou avec un prix de vente construit.

Ni l'article 2.1 ni l'article 2.2, ni aucune autre disposition, ne limitent les ventes du produit similaire sur le marché intérieur aux ventes de l'exportateur. La législation australienne, qui impose de prendre ces ventes en considération avant de recourir à l'article 2.2, est conforme à l'Accord.

#### **Question 2: Comparaison des prix**

**L'article 269 TACB 2) de la Loi douanière dispose que le Ministre peut:**

- "a) comparer la moyenne pondérée des prix à l'exportation ... et la moyenne pondérée des valeurs normales correspondantes ...**
- b) comparer les prix à l'exportation qui ont été déterminés relativement à différentes transactions ... et les valeurs normales correspondantes ...**
- c) utiliser la méthode comparative mentionnée à l'alinéa a) pour une ou plusieurs fractions de la période visée par l'enquête et la méthode comparative mentionnée à l'alinéa b) pour une ou plusieurs autres fractions de cette période."**

**L'article 2.4.2 pertinent de l'Accord de l'OMC prévoit ce qui suit:**

**"Sous réserve ... sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée ... ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction."**

**"Une valeur normale ... pourra être comparée aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement si ..., et si une explication est donnée quant à la raison pour laquelle il n'est pas possible de prendre ... en compte de telles différences ..."**

Conformément à l'alinéa c) de la Loi douanière, les autorités peuvent appliquer arbitrairement la méthode a) pour certaines fractions de la période visée par l'enquête et la méthode b) pour d'autres, désavantageant ainsi les exportateurs, ce qui n'est pas admis par l'Accord de l'OMC.

Par conséquent, seule une des deux méthodes de comparaison (a) ou b)) devrait être appliquée pour la période visée par une enquête.

### **Quelle est l'opinion de l'Australie à ce sujet?**

#### **Réponse 2**

L'article 2.4.2 de l'Accord antidumping n'établit pas d'ordre de préférence. Il prévoit que l'existence de marges de dumping est "normalement établie" sur la base d'une comparaison avec des prix moyens pondérés ou des prix transaction par transaction. Il prévoit aussi une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et les prix de transactions à l'exportation prises individuellement dans certaines circonstances.

L'article 269TACB 2) dispose que les valeurs normales et les prix à l'exportation peuvent être comparés sur la base d'une moyenne pondérée ou transaction par transaction, et l'article 269TACB 3) prévoit une comparaison de la valeur normale moyenne pondérée et du prix à l'exportation des différentes transactions dans les circonstances décrites à l'article 2.4.2.

L'article 269TACB 2) prévoit, à l'alinéa c), la possibilité:

"[d']utiliser la méthode comparative mentionnée à l'alinéa a) pour une ou plusieurs fractions de la période visée par l'enquête et la méthode comparative mentionnée à l'alinéa b) pour une ou plusieurs autres fractions de cette période".

La "troisième" méthode mentionnée dans la question, établie à l'article 269TACB 2) c), a été élaborée compte tenu du fait que la situation peut évoluer pendant la période visée par l'enquête et qu'il serait approprié, pour assurer une comparaison équitable, de pouvoir changer la méthode de comparaison. Rien dans l'article 2.4.2 n'exige que la même méthode soit utilisée pour l'ensemble de la période visée par l'enquête. L'article 2.4 vise à assurer une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation compte tenu du fait que les circonstances peuvent évoluer pendant la période visée par l'enquête, et que la base permettant d'assurer une comparaison équitable peut changer; en conséquence, l'article 269TACB 2) c) établit une base garantissant que la méthode de comparaison utilisée est adaptée aux circonstances de la vente considérée.

#### **Question 3: Demande d'action**

**L'article 269TB 1) c) de la Loi douanière dispose ce qui suit:**

**"Lorsqu'une personne estime qu'il y a, ou qu'il peut y avoir, des motifs raisonnables de publier un avis relatif à l'institution de droits antidumping ou un avis relatif à l'institution de droits compensateurs concernant les marchandises du lot; cette personne peut présenter une demande ... afin que le Ministre publie ledit avis ..."**

**L'article 5.2 pertinent de l'Accord de l'OMC prévoit ce qui suit:**

**"Une demande ... comportera des éléments de preuve de l'existence a) d'un dumping, b) d'un dommage au sens ... et c) d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage allégué ..."**

**La Loi douanière utilise l'expression équivoque "motifs raisonnables" comme condition justifiant la demande d'action. L'expression "motifs raisonnables" s'entend-elle des conditions énoncées à l'article 5.2 pertinent de l'Accord de l'OMC, qui sont l'existence a) d'un dumping, b) d'un dommage et c) d'un lien de causalité?**

### Réponse 3

L'article 269TC 1) exige que l'Inspecteur ait la certitude, compte tenu des éléments indiqués dans la demande et de tous les autres renseignements qu'il juge pertinents, qu'il y a des "motifs raisonnables" de publier un avis relatif à l'institution de droits antidumping avant qu'une enquête puisse être ouverte. Les motifs d'ouverture d'une enquête sont les mêmes que les motifs de publication d'un avis relatif à l'institution de droits antidumping, qui sont exposés à l'article 269TG. Ces motifs sont le dumping, le dommage et le lien de causalité, ce qui est compatible avec les prescriptions énoncées à l'article 5.2 de l'Accord antidumping.

#### **Question 4.1: Dispositions floues**

**Certaines des dispositions de l'Accord de l'OMC ne sont pas reprises ou sont énoncées en termes flous dans la Loi douanière.**

**Considère-t-on que l'Accord de l'OMC s'applique dans ces cas?**

**1) L'article 269 TACB 9) de la Loi douanière dispose ce qui suit:**

**"Si un exportateur n'ayant pas au départ été sélectionné ... fournit des renseignements, il doit être inclus dans l'enquête, à moins que cela n'empêche de la mener à terme dans les délais voulus."**

**L'article 6.10.2 pertinent de l'Accord de l'OMC prévoit que:**

**"... sauf dans les cas où le nombre d'exportateurs ou de producteurs est si important que des examens individuels compliqueraient indûment la tâche desdites autorités et empêcheraient d'achever l'enquête en temps utile. Les réponses volontaires ne seront pas découragées."**

**L'expression "compliquer indûment la tâche" figurant dans l'Accord de l'OMC n'est pas reprise dans la Loi douanière.**

**En outre, l'idée exprimée dans l'Accord de l'OMC au sujet des "réponses volontaires" devrait être admise dans la Loi douanière.**

### Réponse 4.1

L'Australie utilise les termes "il n'est pas possible" plutôt que l'expression "compliquer indûment la tâche" dans les dispositions de l'article 269TACB 8) donnant effet à l'article 6.10.2 de l'Accord antidumping. Cette différence ne diminue pas les obligations contractées par l'Australie au titre de cet article.

L'article 269TACB 9) tient compte des obligations énoncées à l'article 6.10.2 de l'Accord antidumping au sujet des "réponses volontaires". L'Australie invite toutes les parties intéressées à présenter des communications, conformément à l'article 269TB 4) e). Non seulement, ces communications doivent être acceptées mais, comme l'exige cet article, elles ne sauraient être découragées.

#### **Question 4.2**

**L'article 3.8 de l'Accord de l'OMC dispose ce qui suit:**

**"Dans les cas où des importations faisant l'objet d'un dumping menacent de causer un dommage, l'application de mesures antidumping sera envisagée et décidée avec un soin particulier."**

**Or, la Loi douanière ne reprend pas cette disposition.**

#### **Réponse 4.2**

L'application de mesures antidumping dans les cas où des importations faisant l'objet d'un dumping menacent de causer un dommage sera invariablement envisagée et décidée avec un soin particulier. Il n'a pas été jugé utile d'inclure cette disposition dans la législation.

#### **Question 4.3**

**L'article 9.3.3 de l'Accord de l'OMC dispose ce qui suit:**

**"Pour déterminer si, et dans quelle mesure, ..., et devraient calculer le prix à l'exportation sans déduire le montant des droits antidumping acquittés lorsque des éléments de preuve concluants sont présentés sur ces points."**

**L'article 269 V, W, X, Y pertinent de la Loi douanière ne reprend pas clairement cette disposition.**

**La Loi douanière doit clairement tenir compte de cette disposition.**

#### **Réponse 4.3**

L'Australie ne déduit pas les droits antidumping, en tant que coûts, du prix de revente pratiqué par une partie liée en Australie.

Les droits antidumping sont définis à l'article 8 2) de la Loi sur le tarif des douanes (droits antidumping) comme étant des "droits de douane spéciaux" et ne font donc pas partie des "... droits de douane ..." dont il est fait mention à l'article 269TAB 2) a). En conséquence, les droits antidumping (et compensateurs) n'entrent pas dans les "déductions prescrites" visées à l'article 269TAB 2) a).

#### **Question 4.4**

**L'article 11.2 et 11.4 de l'Accord de l'OMC dispose ce qui suit:**

**"Les parties intéressées auront le droit de demander ... si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping, si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire au cas où le droit serait éliminé ou modifié, ou l'un et l'autre."**

**"Tout réexamen de ce type sera effectué avec diligence et sera normalement terminé dans un délai de 12 mois ..."**

**L'article 269Z 1) b) pertinent de la Loi douanière de 1901 prévoit ce qui suit:**

**"[Si] une partie touchée estime ... parce que l'un ou plusieurs des facteurs variables se rapportant à la détermination des droits provisoires ont changé."**

**L'expression "facteurs variables" de la Loi douanière s'entend-elle des conditions de réexamen prévues à l'article 11.2 de l'Accord de l'OMC?**

**La durée maximale du réexamen devrait être de 12 mois conformément à l'article 11.4 de l'Accord de l'OMC; cette disposition n'est pas reprise dans l'article pertinent de la Loi douanière.**

#### Réponse 4.4

L'article 11.2 et 11.4 de l'Accord antidumping concerne les réexamens visant à déterminer si les droits antidumping devraient rester en vigueur.

Les dispositions de la Loi douanière qui traitent de cette question sont celles de l'article 269TAJ et non de l'article 269Z 1) b).

L'article 269Z 1) b) porte sur les réexamens du taux des droits provisoires. Dans ce contexte, les termes "facteurs variables" désignent la valeur normale déterminée, le prix à l'exportation déterminé et le prix non dommageable déterminé (voir l'article 269T 4E) a)). Quand un réexamen de ce type est engagé, un rapport doit être remis au Ministre au plus tard 100 jours après la date à laquelle il a démarré.

Conformément à l'article 5 de la Loi de 1988 relative à l'Autorité antidumping, l'une des fonctions de l'Autorité est de recommander au Ministre s'il doit ou non, conformément à l'article 269TAJ de la Loi douanière, annuler en totalité ou en partie un avis ou libérer une personne en totalité ou en partie d'un engagement. L'article 269TAJ dispose que le Ministre est tenu d'annuler un avis "lorsqu'il a la certitude que, si l'avis n'était pas en vigueur, il ne serait pas habilité ... à faire publier l'avis en question". Si l'Autorité a engagé une enquête pour étudier l'opportunité d'annuler un avis, elle doit présenter au Ministre un rapport dans les 120 jours.

Conformément à l'article 5 de la Loi relative à l'Autorité antidumping, l'Autorité est aussi chargée de recommander au Ministre, conformément à l'article 8A, de maintenir ou de ne pas maintenir un avis relatif à l'institution de droits ou un engagement. Là aussi, si l'Autorité engage une enquête à ce sujet, elle doit présenter au Ministre un rapport dans les 120 jours.